

## Conclusion

Au moment de conclure ce dossier, il convient de rappeler à quel point, au cœur des résistances françaises, toutes les cartes furent régulièrement rebattues. Les femmes et les hommes qui s'engagèrent au service du « Non intransigeant<sup>1</sup> » à un moment ou à un autre de la Seconde Guerre mondiale, en France métropolitaine ou ailleurs, s'investirent souvent dans des activités qu'il leur appartenait au préalable de découvrir, voire d'inventer. Nombre d'entre ces rebelles évoluèrent substantiellement aux plans intellectuels et politiques. Jusque-là limitées à des cénacles réduits, certaines de leurs idées trouvèrent tout à coup une audience et un écho parfois considérables. En d'autres termes, envisager la façon dont la France Libre s'est attachée à la question syndicale impose de s'orienter dans un maquis par essence très compliqué.

Les riches contributions qu'il nous a été donné de lire participent à ce travail d'orientation et de mise en ordre. Elles illustrent également la difficulté de reconstituer le détail des relations entre le mouvement fondé à Londres par le général de Gaulle le 18 juin 1940 et les syndicalistes français, qu'ils aient été ou non rassemblés au sein d'organisations. Bien davantage que des conclusions, elles suggèrent ou confirment donc de prometteuses pistes de travail. Plusieurs champs de réflexion se dégagent en effet qui prennent la « question syndicale » en compte, mais qui souvent la dépassent, et dont les lignes qui vont suivre évoqueront cinq parmi les principaux.

Comme l'ont notamment rappelé Sébastien Albertelli et Laurent Douzou, la nécessité s'impose plus que jamais d'étudier les débuts de la France Libre, et pas seulement dans ses relations avec la Résistance intérieure. Par-delà les structures mises en place au cours des premiers mois d'existence du mouvement, au-delà des avatars successifs du Comité national français (CNF), il convient ainsi de considérer l'improvisation des commencements, le foisonnement des initiatives, le rôle souvent évolutif joué par les uns et par les autres, les tentatives plus ou moins réussies, les débats, voire les dissensions internes<sup>2</sup> au sein d'une organisation décidément loin d'avoir été un bloc unanime. Essentielle, la tâche est évidemment complexe car, bien souvent, les acteurs des débuts ont été éclipsés par d'autres qui, un jour, prirent le relais, ou bien, par exemple dans le monde syndical, en raison des logiques d'appareil<sup>3</sup>. Il convient enfin de prendre en compte les porosités initiales telles que celles mises en évidence par Gilles Morin.

Les interrogations qui ont occupé les Français Libres au début de leur épopée méritent également attention, qu'elles aient porté sur les modalités d'action ou sur celles et ceux – syndicalistes, mais pas seulement – qui allaient agir. Ainsi, comme l'a rappelé Sébastien Albertelli, la question du sabotage ou les débats qui opposèrent les partisans de l'apolitisme à ceux d'une action résolue vers les partis et les syndicats. De telles considérations renvoient au pragmatisme bien compris qui fut – aussi – une marque de fabrique française libre. Elles pointent en direction de la situation concrète du mouvement gaullien, frêle esquif lancé dans une guerre mondiale, et donc vers les révisions drastiques de méthodes et d'objectifs que les *Free French* ont dû accomplir pour exister quand même, malgré leur petit nombre et leurs très faibles moyens, dans le maelstrom des années 1940, 1941 et 1942. Elles commandent de considérer la position de la France Libre dans le dispositif allié, i.e. notamment le mouvement tel qu'il fut envisagé *par* les Britanniques, les Soviétiques et les Américains, et non uniquement l'inverse. Un tel renversement de perspective ne peut être que fructueux.

Ainsi que Laurent Douzou l'a explicitement rappelé et qu'une bonne part des contributions l'ont illustré, mettre à jour, analyser et comprendre le phénomène résistant impose de se pencher sur la résistance « d'en bas », d'en étudier précisément la composition et les arcanes. Une telle remarque ne revient évidemment pas à invalider certains des développements proposés par

Christine Levisse Touzé et par Guy Krivopissko, pour ne citer qu'eux, *a fortiori* lorsqu'il s'agit d'examiner l'œuvre de la Délégation générale en direction du monde syndical, l'action des syndicalistes au sein du Conseil national de la Résistance (CNR), ou encore leur présence dans les organismes liés audit conseil. Elle ne débouche pas non plus sur la récusation des travaux le plus souvent remarquables qui ont été publiés au fil des ans sur les organisations de résistance, que celles-ci aient émané de la France Libre ou de l'armée des ombres. Mais, décidément, l'approche « par le haut » ne suffit pas.

Il importe donc, à la suite notamment de Jean-François Muracciole<sup>4</sup>, de placer la focale au « ras » des résistances. Ce faisant, il convient d'accorder toute leur place – capitale, surtout dans les temps initiaux – aux individualités. S'agissant de la question syndicale, c'est précisément ce qu'ont rappelé tous les contributeurs à ce dossier spécial, en évoquant des figures telles que, notamment, Emmanuel d'Astier de la Vigerie, Georges Boris, Joseph Botton, Julien Forgues, Albert Guigui, Henri Hauck, Edmond Jouhaux, Robert Lacoste, Léon « Yvon » Morandat, Adrien Tixier, Paul Vignaux, et bien sûr le général de Gaulle lui-même. Soulignons aussi l'importance des premiers contacts, des rencontres et des discussions dans le monde résistant. L'évocation par Laurent Douzou des entrevues d'Astier – Jouhaux, et celle par Christine Levisse Touzé des entretiens Moulin – Morandat en fournissent d'excellents exemples.

Le troisième champ de réflexion pourrait être résumé par un mot : « influences ». Car la France Libre fut un *melting pot* au sein duquel les *Free French* se trouvèrent durablement soumis à des influences nombreuses, variées et puissantes. À tout seigneur tout honneur, et à la suite de Jean-François Muracciole puis de la présentation détaillée proposée par Laurent Lasne, songeons en premier lieu au général de Gaulle. À partir de ses deux discours fondateurs au *Royal Albert Hall* de Londres et à l'Université d'Oxford, l'homme du 18 juin emprunta en matière syndicale aux socialistes, aux radicaux et aux démocrates-chrétiens français. Soulignons également combien, par-delà ces interactions que l'on pourrait qualifier de naturelles, le fondateur de la France Libre ne cessa d'écouter et d'observer, c'est-à-dire de glaner, quatre années durant. Beaucoup au sein du mouvement gaullien adoptèrent une démarche analogue tout au long de la guerre. De son côté, Guy Krivopissko a décrit le système d'échanges et de discussions qui s'est rapidement mis en place au sein du CNR et des organismes qui en dépendaient. De telles interactions eurent également cours au sein des principales organisations de l'armée des ombres.

Mais les influences purent aussi consister en des oppositions ouvertes ou larvées. En ce qui concerne les sujets syndicaux, le premier cas est illustré par le groupe Jean Jaurès et son journal *France*, tandis que le second est par exemple incarné par Paul Vignaux. Le cas de ce dernier est d'ailleurs saisissant. Ainsi que l'a montré Jean Lecuir, Vignaux – et avec lui Joseph Botton – était capable d'analyses fines, fouillées et parfois même visionnaires. Sa très grande difficulté à évoluer, à s'adapter au fil de la guerre n'en est que plus intéressante. Il arriva également que le système d'interactions s'organise sous le signe de divergences nettement plus fondamentales. À cet égard, le début du propos de Guy Krivopissko et les développements de Gilles Morin fournissent des illustrations tout à fait éloquentes.

Plus largement, il est permis de rêver à des recherches qui, en matière de syndicalisme et de travail, analyseraient les influences subies, exploitées, rejetées par la France Libre aux plans notamment des idées, des pratiques militantes et des liens avec les partis politiques. De tels travaux débuteraient à Londres, capitale de l'Europe en exil, et prendraient en compte aussi bien les syndicalistes européens expatriés que les gouvernements exilés. Ils se tourneraient

ensuite vers le plus large monde, en particulier et d'abord vers l'Amérique du Nord, qu'il s'agisse des États-Unis d'Amérique ou du Canada.

Au terme de cette rapide et succincte évocation des influences auxquelles les Françaises et les Français libres furent soumis, il convient d'insister à nouveau sur l'ampleur et sur l'importance des évolutions que connurent un certain nombre de ces femmes et de ces hommes, qu'il s'agisse de leurs doutes et de leurs questionnements, des réponses qu'ils s'efforcèrent d'élaborer, ou encore des convictions qui en découlèrent. Après un tel « voyage » intellectuel, le retour – c'est-à-dire la sortie de guerre – s'avéra ô combien difficile pour beaucoup d'entre eux<sup>5</sup>.

En quatrième lieu, des investigations complémentaires s'imposent à propos des projets conçus au cœur de la France Libre et de la France Combattante, puis à Alger. Soulignons-le à nouveau, nombre de *Free French*, à commencer par l'homme du 18 juin, ont manifesté tout au long du second conflit mondial, et dès avant la formation du CNF, leur intérêt pour les questions sociales. Celui-ci fut particulièrement évident à Londres en 1942 et jusqu'au printemps 1943. Ainsi que Jean-François Muracciole l'a rappelé dans son propos introductif en évoquant notamment les travaux d'Éric Jennings<sup>6</sup>, cette « préoccupation sociale » a trouvé de solides limites en Afrique, lesquelles mériteraient d'être étudiées en détails ou à tout le moins incluses dans une étude qui poursuivrait et développerait au sujet de « La France Libre et la question syndicale ». En juin 1943, un commissariat au Travail et à la Prévoyance sociale fut confié à Adrien Tixier dans le cadre du Comité français de la Libération nationale (CFLN). Au mois de novembre suivant, le portefeuille de l'ancien représentant de la France Libre aux USA prit le nom d'« Affaires sociales » sans pour autant changer de contenu. Lors du remaniement du Gouvernement provisoire de la République française (GPRF) qui eut lieu le 9 septembre 1944, Alexandre Parodi succéda à Tixier à la tête d'un ministère cette fois nommé « du Travail et des Affaires sociales ». Au-delà des questions de dénomination et de titulaire, et alors que s'intensifiait la préparation de la Libération, la réflexion sur l'ensemble des sujets liés au travail et aux enjeux syndicaux se poursuivait ainsi avec constance. À l'évidence, donc, les projets réformateurs impulsés par la France Libre à Londres puis sur la scène algéroise, et notamment évoqués par Jean-François Muracciole dans le premier débat, mériteraient d'être étudiés systématiquement et en profondeur. Par-delà l'évolution de la pensée et de la parole gaulliennes – très utilement rappelée par Laurent Lasne –, il conviendrait de se pencher sur le parcours de certains individus, sur la formation et le développement de groupes de travail dédiés, et sur les débats qui eurent cours au sein des cénacles officiels, qu'il agisse du CFLN et du GPRF ou encore, à partir de novembre 1943, de l'Assemblée consultative provisoire (ACP).

Le cinquième et dernier champ d'investigation découle logiquement du précédent et pourrait être résumé par le mot « héritages ». Les études à venir qui porteraient, au sens large, sur « La France Libre et la question syndicale » devraient en effet concerner également la mise en œuvre concrète des projets conçus durant les années noires, c'est-à-dire l'action effectivement conduite en matière syndicale tout au long des mois de la Libération puis de l'immédiat après-guerre. Il s'agirait là de poursuivre dans la voie indiquée, chacun selon son point de vue, par Guy Krivopissko et par Laurent Lasne. On considérerait ainsi tour à tour ce qui fut éventuellement pensé au sein des différents comités locaux de Libération, accompli par les organisations syndicales progressivement reconstituées, mis en œuvre par le GPRF au fil du rétablissement de la légalité et de l'ordre républicains, puis de la reconstruction. Enfin, et là n'est pas le moindre défi, les analyses à venir devraient également porter – ou porter à nouveau –, sur les héritages de la France Libre en matière syndicale en 1946 et 1947, dans le cadre du Rassemblement du peuple français (RPF), voire même, ainsi que Laurent Lasne l'a rappelé, durant les premières années de la V<sup>e</sup> République.

Née d'une rébellion et « parti[e] de rien<sup>7</sup> », organisée par la grâce d'une « passion collective » et d'une « ardeur qui soul[evait] les montagnes<sup>8</sup> », la fascinante aventure *Free French* fut d'abord dédiée au combat pour la libération de la France. Très vite, nombre de celles et ceux qui l'animaient s'attachèrent à penser autrement, à regarder ailleurs et à accueillir les influences vertueuses afin d'élaborer une série de projets destinés à rénover en profondeur le pays libéré. Comme l'a amplement montré le dossier que les présentes lignes viennent conclure, cette volonté réformatrice s'appliqua notamment au travail et, plus largement, aux affaires sociales. Formons le vœu que, dans le sillage du renouvellement historiographique actuellement en cours<sup>9</sup>, l'important objet constitué par « La France Libre et la question syndicale » trouve ses nouveaux historiens.

**Guillaume Piketty**  
28 janvier 2018

### Notice biographique

Guillaume Piketty est professeur d'histoire contemporaine à Sciences Po (CHSP, Paris, France), ainsi que *Associate member of the Faculty of History* et *Visiting Fellow at Worcester College* (Université d'Oxford). Il est membre permanent du comité historique et pédagogique de la Fondation de Résistance et membre du conseil scientifique du musée de l'ordre de la Libération. Il a notamment publié *Résister. Les archives intimes des combattants de l'ombre* (Textuel, 2011) et *La bataille des Ardennes. 16 décembre 1944-31 janvier 1945* (Tallandier, 2013). Il a codirigé le *Dictionnaire de Gaulle* (avec Claire Andrieu et Philippe Braud ; Robert Laffont « Bouquins », 2006) et l'*Encyclopédie de la Seconde Guerre mondiale* (avec Jean-François Muracciole ; Robert Laffont « Bouquins », 2015).

---

<sup>1</sup> Alban Vistel, *Héritage spirituel de la Résistance*, Lyon, Lug, 1955, p. 28.

<sup>2</sup> À ce sujet, voir par exemple les propos de Sébastien Albertelli.

<sup>3</sup> Ainsi par exemple, pour la propagande-diffusion, Édouard Ehni évoqué par Laurent Douzou.

<sup>4</sup> Jean-François Muracciole, *Les Français libres. L'autre Résistance*, Paris, Tallandier, 2009.

<sup>5</sup> À ce sujet, voir par exemple Guillaume Piketty, "From the Capitoline Hill to the Tarpeian Rock? Free French Coming Out of War", *European Review of History. Revue européenne d'histoire*, Vol. 25, No. 2 (2018), pp. 354-373.

<sup>6</sup> Éric Jennings, *La France Libre fut africaine*, Paris, Perrin, 2014.

<sup>7</sup> René Cassin, *Les hommes partis de rien. Le réveil de la France abattue (1940-1941)*, Paris, Plon, 1974.

<sup>8</sup> Jean-Louis Crémieux-Brilhac, *La France Libre. De l'appel du 18 Juin à la Libération*, Paris, Gallimard, 1996, p.96-97.

<sup>9</sup> Voir par exemple, parmi les ouvrages et dossiers les plus récents : François Broche et Jean-François Muracciole (dir.), *Dictionnaire de la France libre*, Paris, Robert Laffont « Bouquins », 2010 ; Sylvain Cornil-Frerrot et Philippe Oulmont (dir.), *Les Français libres et le monde*, Paris, Nouveau Monde Éditions, 2015 ; Jean-Louis Crémieux-Brilhac, *De Gaulle, la République et la France Libre 1940-1945*, Paris, Perrin, 2014 ; Charlotte Faucher and Laure Humbert (eds.), special issue "Beyond de Gaulle and beyond London: The French External Resistance and its international networks / Les réseaux internationaux de la Résistance : historiographie, sources et méthodes", *European Review of History. Revue européenne d'histoire*, Vol. 25, No. 2 (2018) ; Patrick Harismendy et Erwan Le Gall, *Pour une histoire de la France Libre*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2012 ; Eric Jennings, *op. cit.* ; Jean-François Muracciole, *Les Français libres... op. cit.*